

YAN SCHUBERT

**Götz Aly (2005), *Comment Hitler a acheté les Allemands. Le III<sup>e</sup> Reich, une dictature au service du peuple* (traduit par Marie Gravey de l'allemand *Hitlers Volksstaat. Raub, Rassenkrieg und nationaler Sozialismus*, Frankfurt am Main : Fischer. 445 p.), Paris : Flammarion. 373 p.**

**R**arement traduite en français ou avec beaucoup de retard, l'historiographie allemande sur le national-socialisme et le génocide juif semble encore confinée à un cercle restreint de spécialistes. Seuls quelques ouvrages, qu'ils soient novateurs, objets de controverse ou succès de librairie en République fédérale, trouvent une véritable place dans le paysage éditorial francophone. L'empressement de traduire en français la dernière recherche de l'historien et publiciste allemand Götz Aly ne peut donc manquer d'attirer l'attention. Centré autour d'une thèse audacieuse, voire « provocatrice », *Hitlers Volksstaat. Raub, Rassenkrieg und nationaler Sozialismus* (*L'Etat populaire de Hitler. Pillage, guerre raciale et socialisme national*) ne déroge pas à la règle, puisqu'il a déclenché une importante controverse scientifique autant en Allemagne qu'à l'étranger dont l'importante médiatisation<sup>1</sup> s'est favorablement répercutée sur les chiffres de vente<sup>2</sup>, encourageant finalement une diffusion hors des frontières allemandes.

Flairant sans aucun doute le bon coup éditorial, Flammarion propose, six mois après la parution allemande, une intelligente traduction<sup>3</sup> du propos de Götz Aly, malgré un titre bien éloigné de son équivalent allemand. Si *Comment Hitler a acheté les Allemands. Le III<sup>e</sup> Reich, une dictature au service du peuple* reflète la thèse principale de l'historien allemand, il n'annonce qu'imparfaitement le lien entre l'Etat populaire hitlérien, le pillage des territoires conquis, la guerre raciale et l'idée

1. Voir entre autres les éditions du quotidien berlinois de gauche *taz* (15 janvier, 12 mars, 15 mars, 16 mars 2005), du quotidien conservateur de Francfort *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (FAZ) (12 mars, 25 juillet 2005), des hebdomadaires de Hambourg, que ce soit le libéral *Die Zeit* (10 mars, 6 avril, 28 avril, 4 mai, 19 mai, 4 août 2005) ou le magazine d'investigations *Der Spiegel* (7 mars, 4 avril 2005).

2. La première édition est épuisée et la centrale fédérale pour la formation

politique (*Bundeszentrale für politische Bildung*) a racheté en Allemagne une licence d'exploitation de l'ouvrage pour pouvoir le proposer à des prix préférentiels (quatre euros, soit moins du cinquième de son prix de vente effectif) à tout public intéressé.

3. Seul l'emploi du mot « Shoah » comme traduction du mot allemand « Holocaust » semble problématique, vu les difficultés intrinsèques de définition de ces deux termes.

de socialisme national qui forment les quatre parties principales de l'ouvrage.

Inégalement découpée en treize chapitres, l'étude de Götz Aly ne présente pas d'introduction et de conclusion autonomes dans son édition originale, mais les intègre respectivement et de manière inhabituelle dans la première et dans la quatrième partie. La version française au contraire, fait du deuxième chapitre (« Hinweise zur Lektüre », « Indications pour la lecture »), l'introduction à l'édition française en présentant non seulement la problématique (« Fragestellung ») mais aussi un commentaire des sources et un rappel historiographique (« Historisches Material »). Si la suppression de la quinzaine de pages de la bibliographie et le maintien des notes en fin d'ouvrage plutôt qu'en bas de page sont regrettables parce qu'ils rendent la recherche de références et la lecture plus difficiles, la structure adoptée par Götz Aly met clairement en lumière les axes essentiels de sa réflexion. En considérant le régime hitlérien comme une « dictature au service du peuple » (p. 8) (*Gefälligkeitsdiktatur*), comme une « dictature consensuelle » (p. 8) du bien-être (première partie), il cherche en effet à démontrer que l'exploitation des territoires conquis et occupés (deuxième partie) ou la spoliation des juifs (troisième partie) ne peuvent se comprendre sans prendre en considération la volonté du parti national-socialiste d'édifier un socialisme national (quatrième partie).

Le travail de Götz Aly part d'une « question simple, qui n'a toujours pas trouvé de réponse : comment cela a-t-il pu arriver ? Comment les Allemands ont-ils pu, chacun à son niveau, permettre ou commettre des crimes de masse sans précédent, en particulier le génocide des Juifs d'Europe ? » (p. 7). En tâchant d'expliquer pourquoi les Allemands ont soutenu Hitler et le régime national-socialiste, il délaisse les raisons traditionnellement invoquées comme l'idéologie (racisme, antisémitisme), les structures totalitaires (propagande, contrôle, terreur) et le culte du chef (rôle de Hitler, marge de manœuvre des exécutants) pour s'intéresser aux questions sociales et économiques. Les nombreuses mesures prises dans le but de conserver les faveurs de la population et de stabiliser l'édifice pour le moins fragile du pouvoir, mettent en lumière tant la démagogie que le populisme de la politique sociale et fiscale du régime national-socialiste, particulièrement sensible au baromètre politique. Alors que les « succès » de politique étrangère ne sont qu'à peine évoqués, les possibilités d'ascension sociale, la diminution du chômage et les importants moyens mis en place pour favoriser ou protéger la famille, les paysans ainsi que les débiteurs sont décrits comme les facteurs déterminants de la popularité du régime : « l'impression de reprise économique [...] suffit [par exemple] à assurer à l'État national-socialiste l'allégeance de la grande majorité de la population » (p. 42). Pour Götz Aly, ce sont donc avant tout les profits matériels tirés de la politique criminelle nationale-socialiste qui expliquent le soutien de la population allemande au régime hitlérien et non

pas la mise au pas (*Gleichschaltung*) idéologique de la société par la propagande ou par la terreur incarnée par le système concentrationnaire et par la Gestapo (*Geheime Staatspolizei*, police secrète d'Etat).

En plaçant la politique sociale au centre de sa problématique, l'historien allemand pousse à une réévaluation tant de l'idéologie que du système policier de l'État national-socialiste. D'après lui, la théorie raciale ne doit pas être « [c]onsidérée uniquement comme un appel à la haine, au meurtre et à l'assassinat », puisqu'elle contient pour des millions d'Allemands « une séduisante promesse d'égalité nationale, l'idéologie nazie soulignant les différences vis-à-vis de l'extérieur et les nivelant à l'intérieur » (p. 36). « Si la haine attisée par l'État de toutes les populations < inférieures > [...] [fait] sans doute partie des conditions nécessaires, elle ne constitue pas une réponse suffisante » (p. 7) et doit être réévaluée tout comme le régime de terreur dont les effectifs restreints<sup>4</sup> « suffis[ent] à tenir à l'œil 60 millions d'habitants, qui, dans leur grande majorité, n'[ont] nullement besoin d'être surveillés » (p. 35), tant le régime est populaire. C'est donc avant tout en pratiquant une politique sociale développée, que ce soit au niveau du travail, des logements ou des familles, et notamment pendant la guerre, que le régime hitlérien réussit littéralement à « acheter » les Allemands, le confort matériel servant sans aucun doute de preuve de sa sollicitude.

La période charnière entre 1937 et 1939 permet à Götz Aly d'insister sur le lien entre le besoin pressant d'argent pour la politique d'autarcie de l'Allemagne, l'aryanisation des biens juifs, le démantèlement de la Tchécoslovaquie et la fuite en avant « inévitable » en direction de la guerre. Sans réelle opposition, les banques et les caisses d'épargne se laissent persuader par le régime de convertir les comptes de leurs clients, et en particulier des juifs, en bons du Trésor, permettant ainsi le financement du réarmement puis celui de la guerre. Mais en se heurtant à une première limite à la fin de l'année 1937, l'endettement lié à l'armement pousse alors le ministère des Finances à s'intéresser spécifiquement aux biens juifs afin de rembourser les dettes publiques. La spoliation systématique des juifs à partir de ce moment peut donc s'expliquer par le besoin de leurs ressources pour les créances militaires tout comme le sort réservé à la Tchécoslovaquie et l'amende infligée aux juifs après le pogrome du 9 novembre 1938 par les difficultés financières du pays, alors tout proche de la banqueroute. L'aryanisation des biens juifs et l'expansion territoriale doivent ainsi être comprises comme la réponse aux difficultés financières provoquées par la politique d'autarcie et de réarmement menée par l'Allemagne.

Dès lors, seule une guerre victorieuse peut permettre à l'Allemagne de remettre son système économique et financier à flot. Les premières succès militaires de la *Wehrmacht* sont alors rapidement suivis par l'imposition de frais d'occupation sans précédent et d'importants

crédits dans un système de clearing ne fonctionnant qu'au profit des occupants. Non contente d'exploiter des ressources des pays conquis, l'Allemagne les entraîne sous une pression plus ou moins forte non seulement à confisquer les biens des juifs mais aussi à étendre aux territoires occupés la mesure de conversion forcée des comptes en bons du Trésor, aboutissant par là même à la ruine de leurs économies. L'élévation continuelle des frais d'occupation et l'aryanisation des biens juifs permettent finalement à l'Allemagne de mener d'une part une politique anti-inflationniste sur son territoire en exportant ses problèmes économiques et de financer d'autre part ses campagnes militaires.

En décrivant minutieusement les mécanismes de paiement liés aux billets de la caisse de crédit du Reich (*Reichskreditkassenscheine*), sorte de bons de réquisition employés uniquement hors d'Allemagne, Götz Aly met en lumière le « pivot du pillage financier des pays européens occupés » (p. 89), qui passe, entre autres, par l'utilisation des monnaies nationales. Prélevées sur les frais d'occupation après une manipulation du taux de change au profit de l'occupant, les soldes payées en monnaie locale et l'incitation de leur hiérarchie poussent les hommes servant dans la *Wehrmacht* à acheter tout ce qu'ils trouvent, provoquant souvent de graves pénuries dans les pays conquis. Malgré l'interdiction formelle d'envoyer de grosses sommes d'argent aux soldats à l'étranger pour l'achat de produits alimentaires et de biens de consommation, l'armée, appuyée par de nombreux dirigeants nationaux-socialistes, ferme les yeux sur le « pillage » des pays conquis et n'hésite pas à mettre à leur service la poste aux armées, leur permettant d'envoyer « du front des millions de colis » (p. 99) et d'améliorer ainsi les relations avec la patrie. Exposé au travers de son importante correspondance, le cas emblématique de Heinrich Böll, alors jeune soldat peu amène envers le régime, indique que la grande majorité des Allemands ont sans aucun doute profité du système mis en place par le régime hitlérien.

La volonté de répartition des charges de la guerre la plus équitable possible permet d'épargner l'immense majorité de la population de tout impôt direct de guerre. Même si l'État use d'une fiscalité indirecte avec une augmentation des droits sur certaines denrées, il renonce à taxer les petits salaires et les heures supplémentaires pour se limiter aux gros revenus et aux profits de guerre. La

4. Seuls la Gestapo dont les effectifs en 1937 se montent à 7000 personnes, tous départements confondus, et le service de sécurité de la SS qui en emploie « beaucoup moins encore » (p. 35) sont pris en considération par Götz Aly dans sa réflexion sur le régime de terreur et dans sa comparaison avec le régime est-allemand qui compte au sein de la Stasi (*Staatssicherheit*, sécurité d'Etat) pas moins de 190000 espions professionnels et « autant

de collaborateurs officieux » (p. 35) pour dix-sept millions d'habitants.

volonté de créer un État social racialement homogène, annoncée par Hitler à plusieurs reprises, pousse en effet à privilégier les classes inférieures et moyennes au détriment des classes aisées, à favoriser l'ascension sociale tout en dépossédant et en éliminant les exclus de la  *Volksgemeinschaft* (communauté du peuple). En répartissant volontairement l'effort de guerre en faveur des couches populaires et moyennes, le niveau de vie global des Allemands tend à rester stable pendant la Deuxième Guerre mondiale. La remémoration des privations et de la baisse drastique du niveau de vie entre 1914 et 1918 encourage en effet le régime à mettre en place une série de mesures comme la loi d'indemnisation pour la mobilisation dans la *Wehrmacht* qui permet « à l'immense majorité des Allemands de faire au quotidien l'expérience inverse de celle de la Première Guerre mondiale » (p. 73). Grâce aux aides abondantes, à la stabilité des prix et des loyers ainsi qu'aux nombreux envois de vivres par les soldats mobilisés, il n'est pas rare que des familles allemandes vivent plus confortablement qu'en temps de paix, faisant conclure l'historien allemand que la « politique de corruption sociale permanente constitu[e] le ciment de la cohésion interne de l'État populaire hitlérien » (p. 75). Pour Götz Aly, ce ne sont donc pas que les industriels et les banquiers qui profitent de la guerre, de l'aryanisation et du travail forcé, mais le peuple allemand dans son ensemble<sup>5</sup>. L'aide d'urgence aux victimes des bombardements tire par exemple avantage des appartements ou des meubles des juifs déportés, soutenant par conséquent le moral de la population « aryenne ». Alors que Reinhard Heydrich, chef du service de sécurité du Reich, n'hésite pas à évoquer lors de la conférence de Wannsee le 20 janvier 1942 les questions de logement et de politique sociale en lien avec les déportations des juifs, il n'est pas rare que le maire d'une ville bombardée demande explicitement la déportation des juifs pour pouvoir bénéficier de leurs biens meubles et immeubles. Parallèlement à la spoliation des juifs, l'Allemagne détourne aussi l'argent des travailleurs étrangers ou forcés. Grâce à une discrimination fiscale efficace, les énormes recettes tirées de leur lourde imposition « restreign[ent] considérablement les charges pour chaque Allemand, mais elles ne constitu[ent] que l'un des avantages que tir[e] chaque *Volksgenosse* [littéralement camarade de peuple] de cette guerre prédatrice, ainsi rendue populaire » (p. 161).

En étudiant l'aryanisation des biens juifs dans de nombreux pays européens occupés ou alliés du Reich, Götz Aly met en

5. Il s'agit bien entendu des seuls membres de la *Volksgemeinschaft* (communauté du peuple) définie par les nationaux-socialistes et sensée être racialement pure.

évidence différentes techniques de spoliation qui tendent cependant toutes au même et seul but, à savoir le financement de la guerre. Bien souvent, la liquidation des biens juifs permet de freiner l'inflation, rendant possible un abus plus systématique des territoires sous domination allemande. Comme le démontre le cas de la Grèce, « l'exploitation commune des biens des déportés » (p. 233) n'est d'ailleurs pas rare. Si certaines déportations peuvent sembler de prime abord peu stratégiques et renforcer la thèse de certains historiens sur l'irrationalité du national-socialisme, Götz Aly s'attache à prouver le contraire en prenant l'exemple de la déportation des juifs de Rhodes en été 1944, et met clairement en lumière qu'elle correspond à des buts militaires ou du moins à un profit immédiat. Il peut dès lors achever sa démonstration qui fait du pillage et de l'extermination des populations juives européennes deux phénomènes inséparables d'une part, et du génocide le plus grand et « le plus terrible meurtre prédateur de masse [*Massenraubmord*] de l'histoire moderne » (p. 269) d'autre part.

En insistant sur les dimensions économiques et sociales du génocide juif et en soulignant les aspects matériels du soutien de la population allemande au régime hitlérien, le travail de Götz Aly ouvre sans aucun doute des nouvelles pistes de réflexion. Malgré l'accès parfois limité aux archives, comme en Grèce notamment, et la destruction de nombreux documents après la guerre tant en Allemagne qu'à l'étranger dans le but de limiter les demandes d'indemnisation ou d'effacer toute trace de collaboration dans la spoliation des biens juifs, il propose une nouvelle interprétation des raisons menant aux crimes de masse perpétrés sous le régime national-socialiste. Sa recherche minutieuse et l'exploitation intéressante d'une grande quantité de sources tirées de plusieurs centres d'archives lui permettent d'insister sur un certain nombre d'aspects et d'acteurs « moins » connus du Troisième Reich, comme notamment le rôle et la participation du ministère des Finances et de la *Reichsbank* au génocide juif. Ses précédentes recherches comme *Vordenker der Vernichtung* (Aly, Heim, 1991) ou « *Endlösung* » (Aly, 1995) confirment son intérêt à débusquer les personnages clés des politiques d'extermination qui dépassent le cadre strict des dignitaires nationaux-socialistes. Que ce soit au travers des mesures prises par le ministre des Finances, le comte Lutz Schwerin von Krosigk (1887-1977), ou par le secrétaire d'Etat aux Finances, Fritz Reinhardt (1895-1980), Götz Aly s'attarde de manière intéressante sur la collaboration entre les experts financiers et les dirigeants politiques, qui permet finalement d'aboutir à la mise en place d'une politique criminelle. En rappelant la complicité des établissements de crédits et des banques, il montre comment « [l]es logiques d'application rationnelle des experts, qui [ne sont] pas déterminées par la politique, se combin[ent] à l'idéologie d'un Etat nationaliste social, génèreux à l'égard des petites gens » (p. 298).

La thèse audacieuse défendue par Götz Aly d'un régime soudoyant le peuple allemand pour survivre politiquement et qui n'hésite pas à spolier les juifs et à déclencher

une guerre pour lui assurer le confort matériel porte cependant le flanc à la critique. Si elle rappelle à juste titre qu'il faut prendre au sérieux les objectifs sociaux du régime qui cherche à mettre sur pied une politique sociale au profit de la seule population allemande, sa focalisation sur un aspect unique, certes important, pose problème. Édouard Husson fait d'ailleurs très pertinemment remarquer à ce propos que « [c]e n'est pas parce qu'il v[eut] maintenir le niveau de vie des Allemands que Hitler s'en [prend] aux Juifs : c'est parce qu'il avait décidé de les persécuter qu'il [peut] maintenir aussi longtemps le niveau de vie des Allemands, malgré l'économie de guerre » (Husson, 2005 ; p. 21).

Alors que ses détracteurs lui reprochent de négliger l'idéologie dans son interprétation du génocide juif et du soutien de la population au régime, Götz Aly la conçoit comme une condition nécessaire, mais de loin pas unique. En n'insistant à aucun moment sur cette dimension et en axant toute sa réflexion sur la « corruption » de la société pratiquée par le régime, il tend à présenter une société allemande profitant basement de la spoliation des populations juives. Même s'il s'inscrit en détracteur de la théorie d'un « *Sonderweg* allemand qui permettrait d'établir une relation logique avec Auschwitz » (p. 7) et de la thèse peu convaincante de l'antisémitisme « éliminationniste » développée par Daniel J. Goldhagen il y a quelques années (Goldhagen, 1997), il tend à réactiver l'idée d'une culpabilité collective allemande. Il a beau rappeler que le « confort matériel [et] les avantages [...] du crime à grande échelle [sont] certes [tirés] de manière indirecte et sans engagement de la responsabilité personnelle » (p. 10), il conclut que tous les *Volksgenossen* ont profité, directement ou indirectement, des pillages des territoires conquis et de la spoliation des populations juives européennes. La problématique réductrice de la culpabilité collective semble avoir gêné nombre d'Allemands qui reprochent à Götz Aly de réveiller une sorte de mauvaise conscience dans une société allemande qui, après trois générations, a un rapport indirect et par conséquent différent au passé national-socialiste, comme est censée le démontrer l'inauguration du mémorial commémorant l'extermination des populations juives européennes au centre de la capitale de l'Allemagne (ré)unifiée le 10 mai 2005.

Dans un contexte mémoriel bouillonnant et alors que beaucoup pensent non seulement que le sujet est particulièrement bien étudié et que le souvenir des victimes est rappelé de manière exemplaire en Allemagne, il est évident que la thèse de Götz Aly ne passe pas inaperçue. Elle interpelle d'autant plus qu'elle rappelle, au moment des débats houleux sur les réformes du système social allemand, les origines nationales-socialistes d'une partie du *welfare state* de la République fédérale, comme le souligne très justement Olivier Wieviorka (Wieviorka, 2005, p. IX).

Si la question de l'idéologie et le contexte dans lequel paraît l'ouvrage de Götz Aly sont importants pour expliquer l'ampleur prise par la controverse, c'est avant

tout la critique des chiffres avancés par l'historien allemand qui est déterminante et qui fonde la querelle d'interprétations. J. Adam Tooze, spécialiste en histoire économique de Cambridge, démontre en effet que le calcul affirmant que les pays conquis ont contribué à 70% des dépenses de guerre de l'Allemagne est faux (Tooze, 2005a, p. VII). En intégrant uniquement les impôts et en faisant l'impasse sur les dépôts conservés par les assurances et les établissements bancaires, les calculs et par conséquent l'interprétation de l'historien allemand posent problème. Il semble donc que les Allemands ont plus souffert de la guerre que les chiffres avancés par Götz Aly le mettent en évidence, même si en termes matériels, ils sont mieux lotis que les Américains ou les Britanniques. La notion de « dictature au service du peuple » ou « dictature du bien-être » doit donc de toute évidence être redéfinie, particulièrement lorsque les sacrifices demandés aux armées allemandes à partir de 1942, le sort des civils lors des bombardements et le système policier et concentrationnaire mis en place par le régime sont pris en considération.

La thèse du nationalisme social et la définition du national-socialisme comme un socialisme à l'usage du seul peuple allemand ne sont pas nouvelles, comme le rappelle avec raison Édouard Husson (Husson, 2005, p. 21) en citant l'essai écrit par Friedrich-August von Hayek de 1943 (Hayek, 1945). Mais cette question du socialisme national pose problème puisque si le régime cimente véritablement le consensus sur une base matérielle comme le décrit Götz Aly, il est difficile de comprendre comment le régime réussit à obtenir le soutien de la population avant la mise en place de sa politique sociale, comme pendant la « période de combat », c'est-à-dire avant l'arrivée de Hitler au pouvoir, voire même pendant les premières années du régime.

Le propos de Götz Aly, auteur atypique, ne manque ni de consistance ni de pertinence sur de très nombreux points. En se limitant aux facteurs économiques et sociaux tout en mettant une fois de plus en lumière l'intérêt développé par les spécialistes depuis les années 1990 pour une nouvelle historiographie délaissant quelque peu l'idéologie pour se concentrer sur les spoliations et le travail forcé, Götz Aly réussit à montrer, sans toutefois pleinement convaincre, comment les nationaux-socialistes établissent une solidarité criminelle entre le régime et la population allemande qui passe non seulement par la corruption et le pillage mais aussi par l'exploitation et le massacre de peuples entiers. Si sa conclusion souligne, en transformant la célèbre formule de Max Horkheimer, que « [c]eux qui refusent de parler des avantages reçus par des millions d'Allemands ordinaires ne devraient rien dire ni du nazisme ni de la Shoah » (p. 305), il semble que seule une vision moins confinée du Troisième Reich puisse véritablement renouveler l'historiographie du national-socialisme et du génocide juif.

Yan Schubert  
Yan.Schubert@lettres.unige.ch

## Bibliographie

Aly G., Heim S. (1991), *Vordenker der Vernichtung. Auschwitz und die deutschen Pläne für eine neue europäische Ordnung*, Frankfurt am Main, Fischer.

Aly G. (1995), «*Endlösung*». *Völkerverschiebung und der Mord an den europäischen Juden*, Frankfurt am Main, Fischer.

Goldhagen D. J. (1997), *Les bourreaux volontaires de Hitler. Les Allemands ordinaires et l'Holocauste* (traduit par Pierre Martin de l'américain (1996) *Hitler's Willing Executioners. Ordinary Germans and the Holocaust*, New York, Knopf), Paris, Seuil.

Husson E. (2005), «Hitler était-il socialiste ?», in *L'Histoire*, n° 302, oct., p. 20-21..

Tooze J. A. (2005a), «Einfach verkalkuliert», in *die tageszeitung (taz)*, 12 mars, p. VII.

Tooze J. A. (2005b), «Doch falsch gerechnet – weil falsch gedacht», in *die tageszeitung (taz)*, 16 mars, p. 16.

Von Hayek F.-A. (1945), *La route de la servitude*, (traduit par G. Blumberg de l'anglais (1944) *The Road to Serfdom*, London, Routledge) Paris, Librairie de Médicis.

Wieviorka o. (2005), «Guerre et paie», in *Libération*, 3 novembre, p. IX.